



Kessab rattrapé par le conflit syrien

Par [René Naba](#) et [Tigrane Yégavian](#)

Mondialisation.ca, 01 mai 2014

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Jeudi 1er mai 2014

La prise de Kessab le 21 mars dernier par plusieurs groupes djihadistes épaulés par la Turquie a provoqué l'émoi général, en Arménie comme dans la diaspora. Alors que partisans et opposants au régime se renvoient systématiquement la balle, la thèse de l'épuration ethnique fait débat. Pourquoi Kessab ? Décryptage et retour sur plusieurs semaines de tragiques bouleversements.

Adossé à la frontière turco-syrienne, le canton de Kessab est à lui tout seul un symbole. Dernier vestige de l'antique royaume de Cilicie (avec Vakif kiugh situé sur le flanc turc du Moussa Dagh), Kessab porte dans sa chair les stigmates du XXe siècle arménien : massacres de 1895 et de 1909, déportation et Génocide de 1915, maintien de justesse en territoire syrien lorsqu'en 1939 la France céda arbitrairement, au mépris du droit international, le Sandjak d'Alexandrette à son allié turc contre la promesse de sa neutralité dans le conflit mondial à venir. Jusqu'ici relativement épargnés par la guerre civile, les habitants de Kessab avaient accueilli des réfugiés arméniens fuyant des villes syriennes ravagées : Alep, Raqqa, Deir-Zor, sans oublier le village arménien de Yacoubié vidé de sa population. Afin de défendre le canton, une compagnie de jeunes volontaires équipés d'armes légères s'était formée, tandis que l'armée syrienne demeurait repliée à vingt kilomètres de là. Il s'agissait de repousser toute attaque venant des villages turkmènes voisins. Déjà, en octobre 2012, des menaces proférées par des rebelles issus de cette ethnie avaient suscité moult inquiétudes dans les rangs arméniens.

La plage du Kaladouran
(en arabe samra), à cheval
entre la Syrie et le Sandjak
d'Alexandrette occupé



Le jour où tout a basculé

Le 21 mars, vers 5 h 45 du matin, grâce à un système de garde qu'ils avaient mis en place, les habitants du village sont tirés de leur sommeil en observant des mouvements provenant des hauteurs de Kessab, en territoire turc. Trois groupes islamistes armés : le Front Al-Nosra (qui se réclame d'Al-Qaïda), Sham al-Islam et Jund al-Cham, lancent l'assaut depuis cinq points distincts de la frontière, avec à leurs côtés un grand nombre de combattants étrangers (tchéchènes, saoudiens, etc.). Les islamistes dévalent la pente du mont Kassius qui – travaillent précisément en ce sens. Aux États-Unis, Terre et Culture a apporté une participation significative à la collecte organisée par l'Association kessabiote pour l'éducation. Ici, c'est Terre et Culture-France qui a pris dès les premiers jours l'initiative d'une collecte de fonds, relayée entre autres en Belgique et en Suisse, et à Paris même par le Collectif Medz Bazar, qui lui a consacré un concert. Une deuxième collecte est organisée en France par la Croix Bleue, alors que, de son côté, le Fonds arménien vient de débloquer pour Kessab un important montant et entreprend à son tour de collecter des fonds. Comme pour la levée de fonds lancée au début du conflit, l'aide collectée est envoyée au Comité de secours d'urgence aux Arméniens de Syrie, le plus souvent par le truchement du Catholicossat de la Grande Maison de Cilicie, établi à Antélias, au Liban. Pour sa part, Terre et Culture-France la fait directement parvenir à la branche de Lattaquié du Comité de secours d'urgence, par le truchement de son représentant. Nous avons prévu également de venir en aide aux Kessabiotes rassemblés à Vakifli.

Quel regard portez-vous sur l'attitude de la France face à la prise de Kessab ? L'appel de Terre et Culture a-t-il rencontré un écho auprès des autorités françaises ? Avez-vous été reçus à l'Élysée ou au Quai d'Orsay ?

Bien entendu, les autorités françaises ont pris acte de l'appel lancé par Terre et Culture-France. Mais nous n'avons pas demandé à être reçus par l'Élysée ou le Quai d'Orsay. Dans une optique d'entente et de complémentarité, cette démarche ne pouvait qu'être celle du Comité de coordination des organisations arméniennes de France (CCAF), à qui il revient désormais d'éclairer les Arméniens de France sur les assurances qui auront pu lui être fournies. En tout état de cause, et quel qu'ait pu être le poids d'une actualité politique interne et internationale incontestablement chargée, la France ne s'est guère montrée émue par l'assaut djihadiste sur Kessab, action largement favorisée par la Turquie. C'est même dans l'actuelle confrontation internationale qu'il faut sûrement rechercher l'origine de cette offensive ; et la Turquie, qu'on l'ait encouragée ou qu'elle ait devancé ses alliés dans un obscur dessein, n'a agi finalement que dans ce même cadre. Peut-être la France, avec d'autres puissances, juge-t-elle préférable d'occuper les djihadistes en Syrie plutôt que de les voir actifs en Afrique. Le silence qu'elle observe témoigne cependant d'une attitude arrêtée. Et pourtant, on ne peut conduire une politique régionale constructive sous l'impulsion ou la contrainte d'impératifs qui trouvent ailleurs leur ancrage et leur raison. En l'occurrence la France se trompe, comme elle s'est trompée par le passé, en recherchant de mauvaises alliances à l'appui de mauvais calculs. Ses gouvernements l'oublient : les peuples s'en souviennent.

Le canton de Kessab avait été menacé en octobre 2012 par les Turkmènes des villages avoisinants : nos responsables politiques et spirituels de Syrie et du Liban n'ont-ils pas fait preuve d'un manque d'anticipation face au pire des scénarios à venir ?

Dans un environnement d'instrumentalisation des groupes et de montée de la violence, ces menaces ont été prises pour ce qu'elles valaient. Les quelques tentatives de s'en prendre à la population de Kessab n'ont d'ailleurs jamais abouti. L'occupation récente de Kessab et le retrait de sa population résultent d'une agression soutenue de l'extérieur et menée par des groupes composites aux objectifs flottants, aussi susceptibles d'être légitimés aujourd'hui que désavoués demain par les coalitions changeantes de l'opposition syrienne. Des analystes l'ont écrit : l'attaque de Kessab pouvait survenir à tout moment, et cela, à travers une frontière officiellement démilitarisée. Devant la constance de cette réalité et l'impossibilité de maîtriser les circonstances aléatoires susceptibles de déclencher l'évènement, peu de choses pouvaient s'anticiper. Car, disons-le, abandonner Kessab était indéfendable hier, tout comme le seul but défendable aujourd'hui est d'y retourner.

A partir de quand Terre et Culture a-t-il interrompu ses campagnes de restauration dans le pays arménien de Kessab ? Et où en étaient les projets en cours ?

Les campagnes d'été ont été interrompues en 2011, en raison de la dégradation de la situation politique en Syrie. Toutefois, Terre et Culture a son représentant à Kessab, chargé aussi bien de l'entretien des habitations que de la poursuite du programme agricole de l'organisation. Hormis la restauration du monastère d'Aramo, en attente, le principal programme en cours est la constitution des collections du musée ethnographique arménien de Kessab, auquel est réservé l'un des bâtiments du « Quartier ancien n° 1 » inauguré en septembre 2008, quartier restauré par Terre et Culture avec le concours de la Fondation Calouste Gulbenkian. La suite des évènements nous dira quelles priorités doivent élargir l'éventail de ces programmes.

Propos recueillis par France Arménie / mai 2014

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [René Naba](#) et [Tigrane Yégavian](#), Mondialisation.ca, 2014

Articles Par : [René Naba](#) et
[Tigrane Yégavian](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du

XXI^{me} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca